

•Septembre 2019 • Numero 169•  
• L e s P u b l i c a t i o n s d e La Gauche  C a c t u s ! •

www.la-gauche-cactus.fr/SPIP

/

**Plein de Nuages et Quelques Lueurs d’Espoir**

Au Sommaire de ce Numero

Plein de nuages et quelques lueurs d’espoir. Dans l’édito de Jean-Luc Gonneau, on trouvera des nouvelles du «nouveau monde» macronien, qui ressemble de plus en plus, en pire, à l’«ancien», le tout dans un désordre mondial qui s’étend tel de mauvaises herbes. Ténues, fragiles, des lueurs d’espoir apparaissent, qu’il faut aider à se développer.

Yann Fiévet est enseignant en économie et un grand amoureux de la liberté (sauf en économie quand il y en a qui abusent) et de ce qu’on appelle souvent les droits de l’homme, et donc de la femme. A ce titre, nous nous doutions qu’il n’avait pas envie de passer ses vacances avec un type comme Christophe Castaner. Il nous le confirme dans son texte Castaner en homme de main.

La dernière édition du G7 a transformé quelques jours la ville de Biarritz en zone occupée (par les polices) pour permettre aux leaders du «monde libre» de papoter en paix et à notre président de réussir un joli coup de com’ à peu de frais, sauf pour le contribuable, et sans conséquences. Il s’est tenu, comme chaque fois, un contre-G7, dont la presse a peu parlé puisque, contrairement ç certains précédents, il n’y eut pas de violences. Cela dit, Le contre-G7 a une histoire, et c’est l’historienne des institutions et relations internationales Chloé Maurel qui nous la conte avec talent.

A propos du Grenelle sur les violences conjugales, nous demandons des actes concrets et des moyens. C’est ce que nous propose l’association Les Effronté.es dans un texte qui à la fois propose des actes concrets et démonte l’opération qui risque fort de n’être, une fois de plus, qu’une opération poudre aux yeux.

Mick et Paule, nos pétroleuses autoproclamées ont retrouvé dans leurs souvenirs la trace de Richard Ferrand. Et elles n’aiment pas, donc Boum Boum sur Richard Ferrand

Du dire au faire, il n’y a qu’un pas…à franchir, nous prévient Jacques Cotta, animateur du collectif La Sociale, à propos du referendum sur la privatisation d’ADP (Aéroports de Paris). Il nous donne toutes les bonnes raisons de s’y opposer en y participant. Nous rappelons ici que tout citoyen peut y contribuer sur le site https://www.referendum.interieur.gouv.fr/soutien/etape-1. C’est facile : même les amis de la Gauche cactus ont réussi à le faire

Jacques-Robert Simon fut chercheur scientifique. Chercheur un jour, chercheur toujours.Iltraque la bêtise humaine. Vaste programme, eut dit Mon Général. Inspiré par le débat sur les dérapages linguistiques des supporters de football, il poursuit une démonstration magistrale qui part des propos sodomites et aboutit à des considérations théologiques voire même quasi téléologiques. Le titre du texte ? Pourra-t-on continuer à enculer les mouches ?

Et toujours un peu de littérature, on y tient, avec la suite du texte Hôpital, du regretté Hervé Mesdon

# Et comme d’hab’ des bonus illustrés : deux photomontages glanés dans le toujours réjouissant «Journal people» de Benoist Magnat. Un dessin de Didier Zuili. Et une belle photo très républicaine envoyée par Manuel Madeira.

* Edito : Plein de Nuages, et Quelques Lueurs d’Espoir

*Par Jean-Luc Gonneau*

*Pauvre planète ! L’un de ses poumons verts part en fumée, à la grande joie de l’agro-business d’Amérique Latine et de son pyromane en chef, Jair Bolsonaro, probablement le plus répugnant personnage d’une scène politique mondiale où la concurrence en ce domaine est pourtant féroce. Les risques de réchauffement, dont les effets sont de plus évidents et dévastateurs s’accroissent chaque année. La Libye, après la calamiteuse intervention du duo Sarkozy-Cameron (si brillamment transformée en épopée par le grand poète Bernard-Henry Levy), demeure l’actif épicentre du cancer jihadiste qui se développe en Afrique. A tout moment, Donald Trump, bruyamment appuyé par le célèbre expert international des affaires de corruption Benyamin Netanyahou, peut mettre un feu d’enfer dans tout le Moyen-Orient en attaquant l’Iran pour y «rétablir la démocratie», formule polie pour «récupérer son pétrole». Démocratie que ce pays a de plus rarement connu, la famille Pahlavi n’étant guère portée sur la chose, et dont la tentative de l’instaurer par Mohammad Mossadegh, fugace premier ministre qui eut le mauvais goût de nationaliser le pétrole iranien, fut promptement interrompue avec l’appui actif… des Etats-Unis. Ajoutons que le chaos politique que traverse l’Europe ne présage pas grand-chose de bon, que cette liste n’est pas, il s’en faut, exhaustive, et voilà pour la planète.*

*Dans ce «concert des nations» qui fait mal aux oreilles et pas que, notre pays joue une partition que d’aucuns jugent prudente, d’autres timorée, le maître mot d’ordre paraissant être de ne se fâcher avec personne, à l’exception de Bolsonaro, le dangereux guignol brésilien. De temps en temps, on fait mine de se rebeller, on tance Donald Trump lorsqu’il dénonce l’accord nucléaire avec l’Iran et met en place des sanctions économiques contre ce pays, mais dans les faits, on participe à ces sanctions. Nous invitons le premier ministre iranien au G7 ? Ha, ha, en voilà une belle initiative. Et Trump trouve qu’en voilà une idée qu’elle est bonne. Vous voyez, Macron a dompté Trump ; ça, c’est pour la com’ car quelque jours après, Trump, le raminagrobis de Biarritz, menace quasiment de raser l’Iran. Le grignotage de la Palestine par Israël ? A peine un froncement de sourcil. Les massacres perpétrés par l’Arabie saoudite, ce parangon de démocratie, au Yemen avec l’aide active américaine ? Rien à dire, c’est un bon client, et puis Mme Parly nous l’assure sans rire : les armes que nous y vendons ne tuent pas de yéménites. Des pistolets à eau sans doute ?*

*La France, de par sa dimension, ne peut prétendre jouer un rôle majeur en termes de puissance économique ou militaire. Elle bénéficiait d’une sorte de magistère moral issu des Lumières et de la Révolution, qui s’érodait lentement avec le temps avec les turpitudes diverses qui suivirent mais se relevait aussi. Et d’une certaine prééminence culturelle, affaiblie certes par la mondialisation anglophone, prélude à la mondialisation économique, mais aussi, et surtout, par l’incurie culturelle croissante de la classe politique : sous la Ve République, seuls deux présidents de la République, (De Gaulle et Mitterrand quels qu’aient été leurs défauts par ailleurs) furent capables de redonner un lustre culturel international à la France. Pour les autres, ce fut toujours un sujet mineur. On croyait avoir atteint le fond avec Sarkozy et Hollande, incultes notoires et même parfois revendiqués, mais le «nouveau monde» macronien, cette «start up nation», nous sidère par sa vacuité. Bref, nous ne sommes pas sortis de l’auberge/*

*Et pendant ce temps, les réformes vont leur train, un peu plus lentement peut-être, car on se méfie, là haut, depuis l’apparition des gilets jaunes. On essaie de faire passer plus doucement une réforme des retraites alors que savons tous que tout le monde, sauf les détenteurs de capitaux car les capitaux ne prennent jamais leur retraite, y perdra. Dernière lubie présidentielle : remettre sur la table la question migratoire, qui, sans avoir complètement disparu des esprits, ne figurait pourtant plus dans les préoccupations principales de nos concitoyens. Il s’agirait même de «repenser» le droit d’asile, au prétexte qu’il y aurait des filières en abusant, avec des passeurs y faisant fortune. Des filières, il y en a, il y en a toujours eu. C’est le rôle de la police de les identifier et de les appréhender. C’est le rôle de juges qui statuent in fine sur les demandes d’asile d’apprécier leur existence. Elles ne concernent de toute évidence qu’une minorité de personnes obtenant l’asile. Cela rappelle un débat vieux de quelques années où il était proposé de durcir les conditions d’autorisation des mariages entre français et étrangers pour lutter contre les mariages blancs de complaisance (même pas 1% des mariages de ce type). Une enclume pour enfoncer un clou. La vraie raison de ce soudain attrait pour le «problème» de l’immigration, c’est que la macronie espère ainsi siphonner des voix au Rassemblement (ex Front) National. C’est jouer avec le diable que de lui emprunter ses outils : au risque de se diaboliser. Il semble d’ailleurs qu’au sein même de la macronie, certains se rebiffent, l’enfer ne les tentant pas/*

*Ne versons cependant pas dans le pessimisme, ce n’est pas notre genre. Allez, garçon, encore un petit verre de votre Gaillac perlé pour la route. Des lueurs d’espoir, il y en a. La menace sur l’avenir des retraites commence à mobiliser de larges parties de la population. La grève très suivie de la RATP, les manifestations qui se multiplient à ce sujet sont de bon augure. Le référendum contre la privatisation d’ADP (Aéroports de Paris), aberration économique, approche le million de signatures. Signez si ce n’est déjà fait. C’est vous, c’est nous qu’on spolie avec cette vente, c’est le groupe Vinci, qui se goinfre déjà avec les autoroutes, qu’on enrichit. L’engagement citoyen pour la défense de l’environnement et le combat écologique contre le réchauffement climatique se développe, notamment dans le jeunesse. Face à l’apathie des partis de la gauche, des signes semblent montrer que la société civile, ce que certains nomment le peuple, commence à prendre les choses à bras le corps. Lueurs d’espoir.*

* Castaner en Homme de Main

*Par Yann Fiévet*

On ne compte plus les affaires d’ores-et-déjà emblématiques de la marche de la France vers ce qu’il faudra bien se résoudre à nommer Etat policier. Un Etat capable de couvrir par le mensonge ou la falsification les exactions majeures de sa police dans le prétendu «maintien de l’ordre républicain». Dans le triste florilège de la répression exacerbée, trois affaires sont particulièrement révélatrices de la dissimulation étatique. Nous les évoquerons dans l’ordre chronologique de leur survenue en leur associant le nom de leur malheureuse victime  : Zineb Redouane en décembre 2018 à Marseille, Geneviève Legay en mars 2019 à Nice, Steve Maia Caniço en juin 2019 à Nantes. Deux de ces affaires furent hélas mortelles, la troisième aurait pu l’être sans aucun doute. A chaque fois la police est en cause. A chaque fois elle est couverte au plus haut niveau de la hiérarchie politique, à savoir par le Ministre de l’Intérieur soi-même.

Zineb Redouane, octogénaire, avait le grand tort d’habiter au quatrième étage d’un immeuble marseillais situé le long d’une rue empruntée le samedi 1er décembre dernier par une manifestation pour la défense du climat. En fin d’après-midi elle veut fermer sa fenêtre quand elle reçoit une grenade en plein visage. Avant de s’écrouler elle a le temps de dire à sa fille présente dans la pièce : pourquoi il m’a visé le policier ? Zineb Redouane décèdera à l’hôpital deux jours plus tard, des suites de ses blessures comme le certifieront les médecins. Pourtant, Christophe Castaner s’empresse de proclamer que Zineb Redouane a perdu la vie à cause de son mauvais état de santé et que la police n’y est donc pour rien. On prétendit ensuite que la caméra de surveillance située là où se tenaient les cinq CRS groupés devant l’immeuble de la victime ne fonctionnait pas ce jour-là, contrairement à toutes les autres. Les investigations menées depuis attestent que le tir de grenade qui a tué Zineb Redouane était bel et bien un tir tendu et non un tir en cloche non ciblé effectué dans la confusion générale de la manifestation comme le prétendaient les cRS concernés. Cet été, Bruno Félix, le gradé qui commandait la brigade en cause le 1er décembre, a été indécemment décoré par M. Castaner de la médaille de l’Intérieur ! A ce jour aucun policier n’a été inquiété. Pour plus de sérénité l’affaire a fini par être dépaysée.

Geneviève Legay a, elle aussi, un grand tort : elle est, à 73 ans, toujours une citoyenne éveillée. Le monde dans lequel elle vit lui déplait. Alors elle milite depuis vingt ans à Attac pour «un autre monde possible» ainsi qu’au Mouvement de la Paix. Elle le manifeste plus souvent qu’à son tour. Mais cela même peut déranger. Le Président de la République en personne l’a dit publiquement : à son âge Geneviève Legay devrait rester chez elle plutôt que de descendre dans la rue. Le samedi 23 mars dernier, elle avait décidé de se rendre à la nouvelle manifestation des gilets jaunes en arborant un drapeau de la Paix. L’ambiance était très tranquille - comme chaque samedi à Nice depuis le début du mouvement - et le groupe de Geneviève Legay était «composé essentiellement de femmes et de personnes âgées, sans casse, sans le moindre projectile». La suite sera racontée à Geneviève par ses amis témoins lorsqu’elle sortira, plusieurs jours après le drame, du coma dans lequel les matraques de la police l’ont plongée. La charge policière a été ce jour-là d’une violence «totalement disproportionnée» a déclaré le commandant d’un escadron de gendarmes qui a refusé de participer à l’attaque qui a blessé Geneviève Legay, malgré les ordres donnés par le commissaire Rabah Souchi. A l’hôpital, les médecins déclarent que le pronostic vital est engagé.

La victime est atteinte de cinq fractures du crâne qui ne peuvent avoir été infligées par un coup de matraque unique. Les témoins affirment que Geneviève a été traînée au sol par les policiers après avoir été frappée. Le lendemain de l’agression, le Procureur de la République, Jean-Michel Prêtre, déclare que Geneviève Legay a été poussée par d’autres manifestants. Le 27 mars, après avoir visionné certaines images sans équivoque, il est obligé de reconnaître que Geneviève Legay a bien été frappée par un policier mais continue de minimiser l’agression. Plus tard il dira avoir voulu protéger Emmanuel Macron. Voilà une déclaration incroyable, indigne de sa fonction, du moins si nous sommes encore en démocratie. Cinq mois après l’agression qui a failli lui coûter la vie Geneviève Legay garde certaines séquelles. Cette affaire-là a également été dépaysée vers une circonscription judiciaire moins pesante et probablement plus compétente.

La mort de Steve Maia Caniço est tristement plus banale. Elle est, de ce fait, sans doute plus insupportable encore. Le grand tort du jeune homme est d’avoir voulu s’amuser le soir de la fête de la musique le 21 juin dernier sur les bords de la Loire à Nantes. A cet endroit, loin de toute habitation, la fête se prolonge tard dans la nuit comme dans de nombreux lieux à travers tout le pays. Cependant, les «autorités» décident de faire cesser la musique à quatre heures du matin et envoient la police sur place. Selon des participants à la fête et des secouristes présents, l’intervention non justifiée des policiers a provoqué une panique ayant conduit à la chute de plusieurs fêtards dans la Loire. Steve ne remontera pas sur la berge. Son corps sera retrouvé dans le fleuve des semaines plus tard non loin du quai où s’était tenue la fête. Le rapport de l'IGPN conclut qu'il n'est pas possible d'établir un lien direct entre l'intervention policière et la disparition de Steve. Le Ministre de l’Intérieur s’en félicita illico. Incroyablement les «enquêteurs» n’ont pas cru bon d’interroger les témoins de l’intervention qui pourtant s’étaient signalés. Face aux nombreuses réactions médiatisées, d’autres enquêtes judiciaires et administratives, plus sérieuses espérons-le, furent décidées.

Désormais, les Français ont peur de leur police. Elle n’est plus la leur, elle qui devrait d’abord les protéger. Elle protège d’abord le pouvoir politique en place contre toutes les contestations que les excès du néolibéralisme suscitent partout dans le pays. Toni Morrison, grande dame de la littérature nord-américaine, nous a quitté cet été. Pour conclure donnons-lui la parole : «Il est facile de forcer une nation à recourir à la force lorsque les citoyens sont rongés par le mécontentement et éprouvent un sentiment d’impuissance qui peut être facilement apaisé par la violence. Et lorsque le discours politique est détruit par une déraison et une haine si profondes que les maltraitances vulgaires semblent normales, la désaffection règne». (1) Hélas, nous y parvenons doucement en France. Et M. Castaner d’endosser sans vergogne le costume de l’homme de main dont le régime en place a impérativement besoin pour durer.

*(1) Extrait d’un article paru dans l’hebdomadaire The Nation le 23 mars 2015 et intitulé «Pas de place pour l’apitoiement sur soi, pas de place pour la peur».*

*Le blog de Yann Fiévet :* [*http://www.yanninfo.fr*](http://www.yanninfo.fr)

* Le Contre-G7 a une Histoire

*Par Chloé Maurel*

Les protestations contre le G7 tenu du 24 au 26 août 2019 à Biarritz s’inscrivent dans une histoire qui remonte aux années 1990. Déjà, en 1996, des citoyens opposés à la logique néolibérale avaient organisé une grande manifestation contre le G7 à Lyon. Puis, surtout, en novembre 1999, des militants ont protesté contre le sommet de l’OMC réuni à Seattle (États-Unis). 40000 protestataires, mobilisés par le syndicat américain AFL-CIO, réussissent alors à bloquer cette réunion des puissances financières, pour exprimer leur opposition au libéralisme commercial. Tout en agissant de manière non-violente, ils parviennent à paralyser toute la ville, et l’état d’urgence est déclaré. Défilant dans les rues, les manifestants, venus du monde entier, arrêtent la circulation et empêchent les représentants des États membres de l’OMC de rejoindre le centre de conférences. Du fait de ces protestations d’ampleur, le sommet, baptisé «cycle du millénaire», doit être clôturé plus tôt que prévu. De ce sommet, on a surtout retenu les manifestations de protestations: c’était la première fois qu’un groupe de manifestants parvenait à bloquer un sommet international. La couverture par les médias a été très importante. La répression par les policiers, violente, brutale, sera critiquée par la presse et l’opinion mondiale. Un film, Bataille à Seattle (réalisé par l’Irlandais Stuart Townsendet sorti en2008) retracera ces événements. C’est le début de l’altermondialisme, d’abord appelé «anti-mondialisme». Les médias parlent de la «bataille de Seattle».

Dans le sillage de ce mouvement protestataire, l’association ATTAC, née en France en 1998, qui développe le slogan «Un autre monde est possible», et qui prône la taxation des transactions financières (taxe Tobin), porteet canalise cette contestation contre les grands sommets capitalistes.En 2001, le sommet de la Banque mondiale prévu à Barcelone est annulé du fait des menaces de manifestations. Cette même année 2001, à Gênes (Italie), se tient le sommet du G8. Devant les protestations des anti-G8, la police réprime brutalement, et tue un manifestant; deux autres manifestants sont gravement blessés, et plus de 300 autres manifestants sont malmenés par la police. Cette répression, rapportée par la presse, marque les esprits. L’opposition se cristallise entre pro-et anti-capitalistes.

L’altermondialisme a le vent en poupe en ce début des années 2000, et cela se concrétise par l’organisation du premier Forum Social Mondial (FSM) à Porto Alegre (Brésil) en janvier 2001, dont les revendications sont l’opposition au néo-libéralisme incarné par le Forum économique mondial de Davos, l’exigence de l’annulation de la dette du Tiers monde, la réclamation de la taxe Tobin, et plus généralement l’aspiration à un monde plus juste et égalitaire. Des milliers de participants venus du monde entier y dialoguent et réfléchissent ensemble, et l’événement est couvert par des centaines de journalistes. L’événement est reconduit en 2002 et 2003, toujours à Porto Alegre. Dans les années suivantes, le FSM se déplace dans plusieurs villes, notamment des grandes villes des pays du Sud, comme Nairobi, Dakar, Bombay ou Tunis.

Par la suite, l’altermondialisme a progressivement perdu de sa vigueur, car l’association ATTAC-France a subi une crise interne en 2006, et, plus largement, ce mouvement a connu un effacement, car des courants contradictoires et concurrents ont fait voler en éclat le sentiment unitaire, mettant au jour une hétérogénéité des revendications à l’intérieur de la mouvance altermondialiste: défense du droit des minorités et des exclus, préoccupations écologiques, protestations contre les crises alimentaires et énergétiques, refus de l’impérialisme et du néo-colonialisme, défense de la protection sociale et des services publics (éducation, santé, culture), aspirations à un protectionnisme universaliste, à une décroissance, à l’autogestion, etc. De plus, depuis les attentats du 11septembre 2001, d’autres priorités sont apparues comme la lutte contre le terrorisme, et depuis l’accident nucléaire de Fukushima en 2011, les craintes concernant l’avenir de la planète et de l’environnement sont passées au premier plan, éclipsant parfois les enjeux proprement sociaux.

En outre, les thèses de l’altermondialisme ont prêté à des discussions et à des désaccords, car elles ne peuvent pas vraiment se parer de la légitimité de la poursuite des combats tiers-mondistes des années 1960, ni de la reprise de la démarche du Nouvel Ordre ÉconomiqueInternational (NOEI) de 1973-1974. Enfin, la mouvance altermondialiste, qui avait été portée par le virage à gauche de l’Amérique latine (rappelant que les batailles victorieusess’inscrivent dans un cadre national), a été affaiblie par l’actuel virage àdroite de cette partie du monde (et même à l’extrême-droite pour le Brésil, avec l’accession à la présidence de Jair Bolsonaro et l’emprisonnement de Lula). Cela a entraîné un net reflux de l’altermondialisme, et beaucoup de désillusions chez les militants. Malgré cet affaiblissement de l’altermondialisme, les protestations récentes contre le G7 de Biarritz, qui ont rassemblé 5000 participants, mobilisés contre le dérèglement climatique et les injustices sociales, s’inscrivent malgré tout dans cet héritage. Ce mouvement a réuni des citoyens se rattachant aux mouvements anticapitalistes, altermondialistes, écologistes, féministes, basques,«gilets jaunes», syndicalistes (Solidaires, CGT, CNT...), d’ONG et associations (ATTAC, Bizi, Oxfam, Alternatiba, Les Amis de la Terre, Via Campesina...).

Même si l’association ATTAC et le FSM ont ces dernières années connu un essoufflement, la vigueur des contestations contre ce sommet des grandes puissances atteste de l’existence d’un mouvement de fond, de rejet du capitalisme dans l’opinion mondiale. Le récent mouvement des «gilets jaunes» en France, de même que le mouvement «Occupy Wall Street» né en 2011 aux États-Unis, ou encore celui des «Indignados» en Espagne, né la même année, en sont également des signes. C’est un élément positif que ce soulèvement et cette organisation des citoyens contre la logique capitaliste, et notamment contre le fonctionnement oligarchique que représentent les sommets du G7.

L’ordre du jour adopté par le sommet du G7 de 2019, portant sur la lutte contre les inégalités, n’a pas fait illusion pour les citoyens critiquant cette réunion des puissants: il a servi seulement à faire diversion et à donner l’impression trompeuse d’une préoccupation sociale. D’ailleurs, les représentants des pays du Sud invités, et des ONG conviées à ce G7, ne se sont vus accorder que très peu la parole, et y ont été marginalisés, ce qui montre bien que leur invitation ne constituait qu’un alibi, une manœuvre pour désamorcer les critiques et pour donner à ce sommet un vernis social.

Refusant d’être dupes, 15000 citoyens anti-G7 ont manifesté à Hendaye le 24 août 2019; ils n’ont pas hésite à se livrer à des actions de désobéissance civile, comme le décrochage de portraits du président Macron; mais la police omniprésente (quelque 13000 membres des forces de l’ordre mobilisés) a usé de grands moyens pour décourager les protestataires, ayant recours à des canons à eau et à des gaz lacrymogènes pour réprimer ces manifestants pacifiques, et interpellant 68 d’entre eux, au mépris du droit à manifester, et souvent en utilisant la violence.

En cette fin d’été 2019, les mouvements protestataires contre le G7 de Biarritz, vigoureux, et aiguisés par la conscience écologiste et par l’indignation devant les incendies criminels dans la forêt amazonienne, ont bien montré que les peuples n’ont pas dit leur dernier mot. Ce contre-G7 s’est achevé par une déclaration finale récapitulant les positions anticapitalistes et écologistes des militants rassemblés. D’autres mobilisations sont prévues bientôt: grèves internationales sur le climat, du 20 au 27septembre, journée internationale du droit à l’avortement, le 28septembre, et semaine internationale de la rébellion, en octobre.

*Article paru dans la revue Recherches internationales (*[*http://www.recherches-internationales.fr*](http://www.recherches-internationales.fr)*)*

* Grenelle sur les Violences Conjugales : Nous Demandons des Actions Concretes et des Moyens !

*Par le collectif Les Effronté-es*

Le «grenelle» sur les violences faites aux femmes s’ouvre alors qu'une 101ème femme vient d'être assassinée par son conjoint cette année. Pourtant, depuis des mois les associations féministes enjoignent le gouvernement de prendre sans attendre des mesures d’urgences, faciles à mettre en place. Bien sûr, toutes nous martelons qu’un milliard est absolument nécessaire pour endiguer durablement les violences. Mais pourquoi ces mesures simples, de bon sens, n’ont-elles pas déjà été prises ? Telles que l’interdiction ferme pour les policier.es d’inciter les victimes à transformer leur dépôt de plainte pour violence conjugale en main-courante. D’exiger le traitement systématique des plaintes, et de sanctionner les policier.es qui les refusent. Telles que l’ouverture de 200 places d’hébergement d’urgenceen attendant d’en ouvrir 2200 de plus d’ici la fin du quinquennat, pour atteindre les minimas requis par l’UE.

Nous demandions également que cesse la frilosité des JAF à dispenser des ordonnances de protection ou des mesures d’éloignement du conjoint violent. Nous demandions que tou.tes les acteur.ices de la prise en charge des victimes allant des agent.es de police aux magistrat.es, en passant par les personnels des centres de santé soient systématiquement formés afin qu’ils et elles comprennent désormais les notions de sidération, de déni, et autres mécanismes psychiques qui ne sont toujours pas reconnus, alors que de nombreux travaux en ont démontré l’existence. Afin qu’on ne laisse pas repartir chez elle une femme qui a reçu des coups sans l’avoir questionnée et orientée avec bienveillance vers les services compétents. Les effronté.es demandaient que cessent lesméthodes violentes, inutiles et traumatisantes pour les victimes comme les confrontations ou demandes de médiation avec des agresseurs ainsi que les questions intrusives sur la sexualité des victimes de viol.

Aujourd’hui, certain.es juges sont si peu formé.es que des décisions aussi aberrantes que scandaleuses sont prises, telle qu’accorder une médiation entre conjoint.es alors qu’une ordonnance de protection a été prise au préalable, ce qui est pourtant interdit par la loi.Ou encore, condamner des femmes pour non présentation d’enfants, alors que ces dernières les protègent d’un agresseur ayant déjà sévi. Les effronté.es demandaient également une grande campagne nationale afin de sensibiliser à la déconstruction des stéréotypes sexistes, qui sont le terreau des violences. Cela passe aussi par une éducation à l’égalité et contre le sexisme dispensée à l’école, dès la petite enfance.

La «grande cause du quinquennat», conduite avec le plus petit budget de l’État**.** Une coupe de 25% dans le budget alloué aux droits des femmes entre le précédent quinquennat et celui d’Emmanuel Macron.

Cette grande cause prend surtout la forme d’un grand plan de communication, faisant la publicité d’un numéro inefficace, le 3919, avec au bout du fil des personnes non formées, ne sachant pas orienter correctement les victimes, les dirigeant vers les quelques centres qui ont signé la charte du numéro gouvernemental, c’est-à-dire parfois à des kilomètres du lieu de vie des victimes ! Quant au site dédié, il est si pauvre et imprécis dans ses informations que nous en avons été atterré.es. Un grand plan de communication, par le biais d’un «grenelle» auquel ni les victimes ni les familles ne sont conviées, seule une petite poignée d’organisations y ayant été invitées pour la forme. Quel est ce triste spectacle, de quelques semaines, qui laisse à sa porte victimes, familles et associations luttant pour les droits des femmes ? Même celles qui accompagnent médicalement et juridiquement les femmes violentées sont restées sans invitation, et même sans réponse lorsqu’elles ont manifesté leur étonnement puis leur désapprobation.

Quel est le sens d’un ministère qui reste sourd aux propositions des associations de terrain, puis qui leur ferme la porte de son «grenelle» ? Qui depuis des années, est également sourd à leurs demandes de davantage de subventions ?

Il ne peut y avoir de véritable volonté politique là où il n’y a pas de moyens, et là où l’on méprise les propositions des personnes formées et compétentes.

Depuis la prise de conscience massive qu'a été #Metoo, beaucoup de femmes refusent l’emprise et la violence de leur conjoint et fuient. Et leurs agresseurs en deviennent plus violents encore, et les féminicides augmentent. Mais alors que les femmes se battent pour être libres et jouir de leurs droits, l'État lui n'a pas bougé. Les moyens doivent être augmentés pour permettre à toutes les femmes de sortir de ces situations terribles, les associations féministes doivent être écoutées et les gouvernant.es doivent travailler avec elles, en d’autres termes, l’État doit être à la hauteur de ce mouvement de libération des femmes face à leurs agresseurs et leur assurer protection: plus une seule ne doit mourir d'avoir voulu prendre sa liberté**!**

*Le site des Effronté-es : https://effrontees.wordpress.com*

* Boum Boum sur : Richard Ferrand

*Par Mick et Paule*

Lassées des contrées ensoleillées (trop, c’est mauvais pour la peau), nous avions terminé nos vacances, cette année là, en Bretagne. Nous y apprîmes par la presse locale qu’un colloque avait lieu à Lorient, pour débattre de l’état de la gauche après quelques mois de mandat de François Hollande. Comme notre vénéré directeur de la publication et cofondateur de la Gauche Cactus y participait et qu’il est souvent utile de se faire bien voir par son patron, nous y courûmes. C’était le septième colloque de l’association Vent d’Ouest, où avaient défilé au cours des ans le ban et l’arrière ban des partis de gauche ou présumés tels. Cette année là, comme les années précédentes, les mâles y dominaient (numériquement) la tribune. Parmi les intervenants, Richard Ferrand, député alors PS du Finistère, dont nous n’avions jamais entendu parler, et dont, le colloque terminé par le traditionnel verre de l’amitié (en en vérité on vous le dit, nous en prîmes plusieurs tant on aime l’amitié), nous pensions ne plus jamais en entendre parler.

Un type au physique de notable pas encore trop enrobé mais un peu quand même (on est difficiles, hein) disant le plus grand bien de Franky Hollande et de Jammie Ayrault, jouant beaucoup sur l’importance pour lui du social (dans cette remarque, le mot clé est jouant), et son garage d’insertion par ci, et sa mutuelle par là, et sa confiance dans le gouvernement partout. Bref, ni passionné, ni passionnant, pas le pire non plus.

Quand il quitta le PS pour Macron, nous nous sommes souvenues de lui. On s’est dit, bon, un traître de plus. On a regardé son pédigrée. Ex supporter d’Henri Emmanuelli, ce qui le plaçait alors à la gauche du PS, ex soutien de Martine Aubry, ce qui le plaçait au centre du PS, puis jouant les proches des «frondeurs» (dans cette remarque, le mot clé est jouant). Alors, Macron, non, ça ne passait pas. Lui, chantre du social ? Lui, homme de convictions solidement enracinées ? Allons, allons, Richie, pas très crédible, bonhomme.

Quand survinrent ses petits ennuis judiciaires, nous avons échafaudé des hypothèses. La subvention, conséquente, accordée par le Conseil Général du Finistère pour un projet piloté par son ex ? Si le projet est utile, why not ? Le job d’été de son fiston en tant qu’assistant parlementaire ? ça se faisait à l’époque et puis le fiston a peut-être fait le job, et n’est-ce pas la démonstration d’un père attentionné ? Le coup de l’achat d’un local par sa nouvelle compagne dans des conditions rocambolesques et apparemment financé in fine par la mutuelle qu’il dirigeait, c’est carrément borderline. Peut-être légal, peut-être pas, c’est à la justice de le dire. Peut-être est-il un grand sentimental voulant donner des preuves d’amour aux femmes de sa vie ? Peut-être est-il trop faible pour résister aux requêtes des femmes de sa vie. Il en est souvent ainsi, dit-on des hommes forts dans leurs pratiques professionnelles : fort dehors, faible à la maison. Qui sait ?

Mais pour nous qui ne le connaissons pas, ce qui fait qu’on n’aime pas Richard Ferrand, c’est son parcours politique. Il n’est pas le seul dans son cas. Donc toutes celles et ceux qui sont dans son cas, on ne les aime pas. Ah, on oubliait. Lors du colloque, notre directeur de publication dit, comme Richard, tout le bien qu’il pensait de Hollande et Ayrault. En une phrase. Il fut nettement plus disert pour en dire tout le mal.

* Referendum ADP : du Dire au Faire, il n’y a qu’Un Pas…

*Par Jacques Cotta*

Le G7 tenu par Emmanuel Macron à Paris aura constitué une rentrée politique générale. Pour le gouvernement évidemment, pour la presse qui a félicité la «performance», pour les opposants et commentateurs en tout genre. Le gouvernement par la voix du chef de l’état s’est fait en quelques jours le meilleur défenseur de l’écologie et de la lutte contre la pauvreté. Qui n’ose rien n’a rien!

Comme s’il était vierge en la matière, Emmanuel Macron, homme de l’UE, des banques, et représentant de l’oligarchie, a voulu apparaitre vierge alors qu’il n’est que celui qui porte la politique sociale la plus régressive, agressive et violente depuis des décennies contre la grande majorité de la population, des retraités, jeunes, travailleurs, ouvriers, salariés, fonctionnaires, petits artisans ou petits patrons….

Ainsi discourt-il contre les inégalités alors qu’il porte la politique de démantèlement du code du travail, de réduction des services publics, de destruction de l’éducation à travers la dénationalisation du baccalauréat, d’asphyxie de la santé, de réduction des aides au logement et de suppression concomitante de l’ISF, de mise en place des retraites par point contre la retraite par répartition - malgré quelques atermoiements dus aux craintes de réactions violentes - de liquidation du pacte social qui permet peu ou prou de vivre ensemble depuis plusieurs décennies.

En matière d’écologie, le chef de l’Etat donne des leçons à la planète alors qu’il vient de faire ratifier le CETA qui menace gravement la santé de nos concitoyens en ouvrant aux monopoles agroalimentaires d’outre atlantique notre marché alimentaire, au détriment de nos agriculteurs et éleveurs qui n’auront que leurs yeux pour pleurer, ou leur corde pour se pendre.   
L’affaire amazonienne vaut d’ailleurs le détour. Les incendies visiblement allumés par de gros propriétaires qui veulent s’emparer des terres à des fins financières, au détriment des tribus, de la flore et de la faune, ont permis à Emmanuel Macron un cri d’alarme salué unanimement par tout ce que comprend la «vertitude» ambiante. Quand la mémoire fait défaut, tout est possible. Le même Macron en effet organise la privatisation de l’office des forêts, restreint les crédits publics aux casernes de pompiers volontaires qui ferment leurs portes, organise le sous équipement des combattants du feu qui n’en peuvent plus été après été, accepte l’urbanisation sauvage qui frappe le territoire dés lors que les amis ou la base sociale du pouvoir en prend l’initiative.

Il y a pire sans doute dans le cynisme des derniers jours. Voilà que les autorités françaises s’insurgent contre la violence policière qui sévit à Hong Kong ou encore à Moscou. Que ces violences soient condamnables et doivent cesser est un fait indiscutable. Mais que le chef de l’état se saisisse du sujet comme un grand démocrate doit le faire rappelle l’adage selon lequel il est toujours plus confortable de voir la paille dans l’oeil de son voisin que la poutre qui se trouve dans le sien. Des dizaines de blessés graves à Paris et dans toute la france depuis le début du mouvement des gilets jaunes le 17 novembre dernier, des estropiés à vie, Zineb Redouane ou Steve Maia Caniço morts par tir de grenade ou charge policière, et cette réflexion du chef de l’état sur France 2, «les forces de l’ordre n’ont pas commis de violences irréparables» durant ce mouvement social. Sans blague?   
  
La critique, voire dénonciation, des propos du chef de l’état est assez aisée. Et après? Quelle action pour tous les «embrocheurs» de Macronie réunis? Ce serait s’aligner sur le discours officiel que de ne pas mettre au centre de la discussion la conséquence logique du mouvement des gilets jaunes pour poursuivre dans la lignée des exigences de justice sociale et de démocratie. Alors? Il demeure un moyen de poursuivre, qui exige détermination et engagement. Le referendum sur la privatisation d’ADP, qui pourrait marquer un coup d’arrêt à l’ensemble de la politique gouvernementale, qui pourrait se transformer en référendum pour ou contre Macron et son gouvernement, piétine. Nombreux sont les causeurs qui oublient qu’il faut aller sur les marchés, expliquer, aider à remplir un formulaire délibérément compliqué, rassembler, faire signer, gagner en tout point du territoire les 10% nécessaires du corps électoral. Quel sens aurait aujourd’hui les appels sociaux qui en ordre dispersé sont ressentis comme des appels à la démobilisation alors que la volonté générale est celle d’un mouvement d’ensemble, quel sens auraient tous les discours de condamnation de la Macronie si toutes les énergies n’étaient concentrées sur la volonté de gagner les 10%? Causer est nécessaire pour comprendre. Agir est indispensable pour transformer.

*Article paru dans La Sociale (la-sociale.viabloga.com)*

* Pourra-t-on Continuer a Enculer les Mouches ?

*Par Jacques-Robert Simon*

«Oh hisse Enculé !» est crié sur des stades engendrant une indignation aux quatre coins de la «médiasphère». Les plus hautes autorités de l’État s’interrogent pour déterminer si ‘Enculé’ désigne une pénétration anale entre hommes ou si un certain nombre de femmes s’adonnent également à cette pratique. Si la seconde hypothèse se vérifie, il n’y aurait pas lieu de parler d’homophobie, seulement de grossièreté. Le même genre d’interrogations pourraient être formulées sur des expressions couramment utilisées au quotidien lors d’un mouvement d’humeur (mal maitrisé) ou de simples plaisanteries : «fils de pute, nique ta mère, tu pinailles, P.D., casse-couilles, tête de nœud, faux cul, je lui pisse au cul…». L’homme qui n’a jamais lu, par exemple, Frédéric Dard, un immense auteur isérois, ne peut pas deviner qu’une riche culture populaire est associée avec ces expressions argotiques qui expriment souvent une réelle poésie, digne de Verlaine et Rimbaud. Passons…

Mais le plus important n’est pas ce puritanisme qui semble s’installer au beau milieu d’une société par ailleurs hyper-sexualisée. Chacun a compris que l’on tentait, grâce à l’imbibition totale rendue possible par les anciens et les nouveaux médias, de faire émerger un nouvel homme conforme à une typologie précise. Le sexe est l’arme qui permet d’écrouler le passé des habitudes, des privilèges, de terrasser les puissants. La philanthropie complète la panoplie. Elle a de tout temps était utilisée par les dominants pour se faire pardonner, ou au moins dissimuler, leurs innombrables passe-droits. L’Autorité et la Justice associées à la «mâlitude» de l’ancien monde laisserait la place à la féminitude et aux qualités qu’on lui prête.

Pour éviter des malentendus, il faut rappeler ce qu’est le «syndrome autrichien». Une même nation peut faire cohabiter le meilleur et le pire. À un peu plus de cent ans de distance, le même «peuple», la même race, donna naissance au plus divin des artistes et au pire des dictateurs déments. Tout deux resteront dans l’Histoire pour toujours. La société quant à elle était incomparablement plus avancée du temps de Joseph II, le contemporain de Mozart, inspiré par l’esprit des Lumières que lors de l’accession au pouvoir du chancelier Hitler. Ni la nature humaine, ni les sociétés ne s’améliorent visiblement au fil des ans (mais elles plongent dans l’horreur avec facilité), ni au fil des siècles… peut-être des millénaires ou des millions d’années finissent-ils par terrasser les instincts les plus barbares pour rendre les hommes un peu plus humains et un peu moins bestiaux qu’au paléolithique.

Dans ce cadre, parler en les jugeant des autrichiens, des chrétiens, des juifs, des arabes, des femmes, des hommes, des homosexuels n’a strictement aucun sens : tout se retrouve dans tous, dans tout groupe il est possible de trouver les meilleurs comme les pires individus. Il n’en reste pas moins que l’on peut avoir des affinités électives ou des détestations ciblées envers une personne donnée quelles que soient sa religion, ses préférences sexuelles, sa couleur de peau. Cette relation réciproque permet de condamner des actes ou des propos qui ne seraient pas conformes aux usages ou à la loi.

La coalition d’intérêts, qui forme l’ossature de tout groupe, se produit uniquement pour augmenter sa propre puissance avec l’aide de semblables. Mais c’est au détriment de l’entendement qui immanquablement conduit aux doutes, aux incertitudes, aux nuances. Si un individu peut, à force de travail sur lui-même, faire quelquefois preuve de sagesse, ce n’est jamais le cas pour un groupe dont le «leader» prendra les décisions ou aura les postures indispensables pour augmenter sa puissance.

Ne pas aimer les juifs, les homosexuels, les musulmans ne démontre donc pas que l’on soit antisémite, homophobe ou islamophobe, ceci démontre uniquement soit une immense imbécillité (qui toutefois s’exprime également par des lettrés ou des universitaires en quête de gloire), soit une très mauvaise plaisanterie qu’il faudrait corriger par une éducation adéquate. Reste qu’un groupe inévitablement avide de puissance veut à tout prix accroître son audience, son pouvoir d’influence, son aura. Utilisera-t-il les arguments les plus aptes à se rapprocher de la vérité qu’il ne recherche cependant pas ? Certainement pas ! Il mettra en avant ce qui est le plus simpliste, le plus spectaculaire, le plus ‘rassembleur’ afin de satisfaire le seul but qu’il peut avoir : écraser ses concurrents. Ce qui est dramatique c’est que le raciste comme l’antiraciste utiliseront toutes les armes à disposition pour abattre ‘l’autre’.

Ce qu’il ne faut pas faire est défini par la Loi. La multitude des cas à traiter a conduit à légiférer dans les domaines les plus divers en privilégiant les mœurs tout en épargnant l’économie où la liberté est garante d’une efficacité optimale. Tous les actes accomplis lors d’un quotidien font l’objet d’interdictions, et en contrepoint de recommandations. La minutie des lois et décrets est simplement hallucinante. Pour l’amiante par exemple, les travailleurs exposés au risque de contamination, que des conséquences se soient manifestées ou non, doivent être indemnisées. Mais il a été ensuite possible de demander la réparation d’un *préjudice d’anxiété* sur le fondement d’un manquement de l’employeur à son obligation de sécurité. Mais le bilan thermique de votre appartement, l’âge des premières sensations sexuelles autorisées, la modernisation de la distribution de la presse… font eux aussi l’objet de forts détaillés textes législatifs. On était, au moins prétendument, honnête, on peut maintenant se contenter d’obéir aux textes. Dont acte !

Tous les actes contraires à la loi doivent être punis selon les modalités prévues par la Loi. Mais qu’en est-il des comportements, des relations inappropriées, des gestes ou des paroles faits par dépit, dans un moment d’humeur, en d’autres termes doit-on punir les actes délictueux ou la nature de l’Homme qui les commet ? Punir les faits antisémites, homophobes, racistes, va de soi… mais doit-on évaluer le caractère antisémite, homophobe, raciste d’un homme alors qu’aucun acte illégal n’a été commis ? Selon la définition le plus souvent retenue, «le terme homophobie désigne les manifestations de mépris, de rejet, de haine envers des personnes… L’homophobie englobe donc les préjugés…». Il est ainsi possible ainsi de dénoncer voire de punir une attitude allant de l'hostilité à la répugnance vis-à-vis de personnes ressenties comme déviantes : les homosexuels, les juifs, les féministes, les noirs, les arabes, les musulmans. Par contre rien n’est prévu si l’on manifeste un mépris ostentatoire vis-à-vis des gens qui ne sont rien, les illettrées ou plus généralement des pauvres. Il s’agit donc de faire émerger un nouvel homme (de fait une nouvelle femme) en chassant du territoire des malappris qui n’ont pas le code de langage et de comportement qui correspond aux nouvelles normes : les plus démunis, les moins bardés de diplômes, les moins lettrés.

Pour ce nouvel homme, il sera permis d’être un prédateur, de se gonfler d’orgueil et d’égotisme, de pratiquer le libre échangisme sexuel ou économique, de gagner des sommes faramineuses sans utilité sociale, de jalouser toute personne qui possède ce qu’il n’a pas, de se goinfrer de mets délicats ou de hamburgers… à condition d’en avoir les moyens financiers. Pour lutter contre le nouvel homme encore enchâssé dans une caste ou une communauté, il faut abandonner tout objectif de puissance par l’alliance des insignifiances, il faut promouvoir l’homme seul. Ceci conduit à une analyse personnelle de toutes les situations au travers de sa propre vie sans ajout d’un dogme peut-être fédérateur mais forcément faux. On obtient ainsi virtuellement une collectivité de philosophes démunis devant des troupes organisés qui souhaitent eux le pouvoir pour la seule raison qu’il existe. Il faut donc tendre à supprimer les sources de pouvoir. Il est temps de se passer des «leaders» charismatiques qui ne cachent pour la plupart que la quête névrotique du pouvoir.

* Hôpital (suite)

*Par Hervé Mesdon*

Dans la ja-ja morphinique il n’y a ni nuit, ni jour qui soient donnés. Tout d’un bloc. Tout électrique. A moi de découper dans la morne platitude du temps pour qu’il y ait de l’avant, du pendant et de l’après, pour que ça ait de la gueule, la vie.

Des évènements qu’il faut et tout ça doit être vrai. Plus que vrai. Beaucoup plus vrai que le réel, j’en avais le sentiment. C’est comme ça que ça tient. C’est ça qui fait tenir. Si je laisse l’incohérence se glisser là-dedans, le doute, tout serait foutu. Le cœur en aura marre de se fatiguer pour rien. La tête, marre de traîner derrière elle des fagots d’histoires mortes. Le corps, de vibrer à nerfs trop tendus, sans pisser, sans manger, sans bouger.

Il y en a eu des moments comme ça. Mais peu. Pas assez pour que ça chavire. Quand une aide-soignante vient tendre dans ma chambre des fils d’antibiotiques, les tisse en faisant de mon lit, avec moi à l’intérieur, un cocon dont je deviens la larve, c’est du vrai ça, c’est du solide. Je peux m’y accrocher, lutter, travailler là-dessus. Quand toute une nuit (nuit de coma bien sûr qui n’a rien à voir avec la réalité de la nuit), quand toute une nuit je reste éveillé (comateusement éveillé évidemment) parce que le docteur de garde de nuit voulait à tout prix me faire la peau pour se venger d’un autre toubib, voilà qui aide à survivre. Globalement je suis tout, tout ce qui se passe. Tous acculés dans leurs derniers retranchements. Sur les chapeaux de roue. Route facile. Ça va aller. Pas s’inquiéter.

De la vie, ma vie qui peut-être n’en est plus, pourrait ne plus en être, pourrait n’être qu’un chant de l’entre deux, faire un terrain d’aventure. Un champ libre vaste, ma vie ! Qui veut s’y précipite. Qui veut fait un détour pour l’éviter. Je vois que la vie au fond, ma vie au fond, elle ne vaut que par la chaleur de ceux qui ont besoin que je sois là. Le contingent en Afrique du Nord un peu avant 1960. On en connaissait tous qui en étaient revenus dans des caisses emballées des trois couleurs, d’autres avec du si cabossé partout dans la tête que jamais ils ne s’en étaient remis. Aux familles de ceux qui partaient là-bas on disait qu’ils pouvaient confier à l’armée une valise (pour quoi faire ?), une chemise bleu ciel et une cravate noire. Au cas où. Façon de les préparer à l’idée peut-être. Bien une idée de connard de militaire. Et c’était rangé où tout ça ? Eh bien ici c’était rangé à l’hôpital, service de réa.

Ça devait être tout de suite à mon arrivée dans le service, 21 avril ou 22. Sonnerie discrète mais insistante. Différente de tout ce que j’avais entendu comme sonnerie. Et quelqu’un a dit : «tiens on en a un aujourd’hui». D’un placard on a sorti une valise en cuir vache claire, avec des lanières fantaisie, cuir plus sombre. C’était dedans que ça sonnait. Dedans il y avait aussi la chemise et la cravate. En cuir la valise ! Je me suis dit que jamais ma mère saurait faire simple. Quelqu’un a expliqué que tous les 25 ans ça sonnait comme ça et alors on faisait une courte cérémonie, un hommage en somme. Il y a eu vaguement des paroles, des musiques, des paroles de gosses. Et puis il y a eu ma mère qui m’a enfilé la chemise bleu ciel, m’a noué la cravate noire et a dit: «il a fait son temps celui-là, à son jumeau de faire le reste maintenant, chacun son tour». J’étais un nouveau poignard orange serré dans son poing. *(à suivre)*

***Réchauffer la banquise***

**Publication**: Jean-Luc Gonneau **Rédaction en chef** : João Silveirinho **Éditorialistes**: Sylvain Ethiré, Jacques-Robert Simon, Claude Soufflet **Conception**: Jean-Christophe Frachet **Humeurs** : Mick et Paule, **Grande Reportère**: Florence Bray. **Adresse et abonnement** : Le Cactus Républicain - *J.L. Gonneau* - 31, rue de la Courneuve, Bat.B1 93300 Aubervilliers **Courriel :** jlgonneau-lagauchecactus@orange.fr **Internet :** http://www.la-gauche-cactus.fr/SPIP/

*Les manuscrits, pédiscrits, buccoscrits, tapuscrits, électroscrits etc. reçus, publiés ou non, ne sont ni rendus ni échangés. On vous aura prévenus.*

**Elles/ils écrivent dans La Banquise :**

*David Hassan Abassi, Ahmed Abbes,Mina Ahadi, Madjid Ait Mohamed, Patrick Alexanian, Gilles Alfonsi, Mahin Alipour, Anne Alize, Jean-Paul Alletru, Gérard André, Jacques Ansan, Jean-Michel Arberet, Elie Arié, Jacques Atlan, Fabrice Aubert, Rémi Aufrère, Robert Ausseur, Clémentine Autain, Aveclotantousenva, Gilles Bachelier, René Balme, Jérôme Baloge, Paul Baquiast, Jean Baumgartein, André Bellon, Gérard Belorgey\*, Jean-Michel Belorgey, Abdelhak Berheri, Géraldine Biaux, Danielle Bleitrach, Boaventura de Sousa Santos, Atilio A. Boron, Gérard Borvon, Said Bouamamas, Jean-Pierre Boudine, Barbara Bouley, Alain Bousquet, Hugues Bousquet, Patrick Braibant, Florence Bray, Jacques Broda, Alain Brossat, Jean-Philippe Brunet, Fernando Buen Abad Domínguez, Marie-George Buffet, Olivier Cabanel, Michel Cabirol, Cadoudal, Michel Caillat, Philippe Callois, Isabelle Cappe, Aloys Carton, José Caudron, Jean-Claude Charitat, Jean-François Chatelat, François de la Chevalerie, Mahor Chiche, Sophia Chikirou, Olivier Clerc, Fabrice Cohen, Daniel Cojean, François Colas, Maxime Combes, Samira Comingand, Albano Cordeiro, Sandra Cormier, Fabienne Courvoisier, Jacques Cros, Andy Crups, Leïla Cukierman, Shala Daneshfar, Pedro Da Nobrega, Georges Debunne, Jacques Decaux, Jacques Declosménil, Chantal Decosse, Jean-Michel Dejenne, Jean Delons, Monique Dental, Emmanuelle Depollier, André Depouille, Elisabeth Dès, Antonio Dias, Françoise Diehlmann, Jean-Michel Dodd, Evelyne Dubin, Béatrix Dupraz, Marlène Dupraz, Emmanuel Dupuy, Pierre Efratas, Amine El Khatmi, François Esquer, Sylvain Ethiré, Marcel Etienne, Michel Evrard, Jacques Fath, Elsa Faucillon, José Pablo Feinmann, Eric Ferrand, Andrés Ferrari Hains, Jean-Claude Fiemeyer, Yann Fiévet, Alain Foix, Jean-Christophe Frachet, René Francal, Jacques Franck, Eduardo Galeano, Gabriel Galice, Stéphane Gatti, Christian Gautier, Gévé, Séverine Gille, Vincent Glenn, Jean-Luc Gonneau, Philippe Goubault, Allain Graux, Denis Griesmar, Jacques Grieux, Serge Grzesik, Pierre Guerlain, Vincent Guillot, John Hagelin, Eric Halphen, Jack Harmand, Jacky Hénin, Pierre Henry, Georges Hervel, Jean-Marc Holleaux\*, Michel Hulin, Jancry, Diana Johnstone, Fabienne Jouvet, Mahamadou Ka, Saül Karsz, Eddy Khaldi, Liet Kynes, Lionel Labosse, Dominique Lacout, Marc Lacreuse, Nathalie Laillet, Denis Langlet, Diane Le Béguec, Olivier Le Cour Grandmaison, Hervé Le Crosnier, Jacques Le Dauphin, Alain Le Dosseur, François Ledru, Jean-Pierre Lefebvre, Michel Lefebvre, Jean-Claude Lefort, Jeannick Le Lagadec, Christian Lemasson, René Lenoir, Marie-Françoise Lepetit, Eve Lerner, Estelle Leroy-Debiasi, Didier Le Scornet, Jean-François Le Scour, Marie-Pierre Logelin, Jacques Lombard, Mercedes Lopez San Miguel, Frédéric Lordon, Doc Lottin, Loulou, Alexis Lucas, François Lucas, Benoist Magnat, Jean-Claude Mairal, Roland Maire, Azar Majadi, Jorge Majfud, Oliver Makepeace, Dimitri Makrygiannis, Marc Mangenot, Roger Martelli, Laurence Matignon, Jérôme Maucourant, Chloé Maurel, Nora Merlin, Hervé Mesdon\*, Georges Michel, Mick et Paule, Patrick Mignard, Tarik Mira, Yvonne Mignot-Lefebvre, Fatiha Mlati, Michel Moine, Ricardo Monserrat, Arnaud de Morgny de Maeyer, Jean-François Morin, Alain Mouetaux, Arnaud Mouillard, Eric Mouron, Joël Murat, Maryam Namazie, Michel Naudy\*, André Nouschi, Paul Oriol, Vincent Ortega, Oussama, Paloma, Henri Paris, Pierre Pascallon, Pierre Payen, Jean-René Peltier, Antonio Pereira Nunes, Patrice Perron, Jean-Pierre Petit, Michel Peyret, Michel Pillier, Rafael Poch, Michel Portal, Thomas Posado, Gérard Prémel, Gabriel Puricelli, Gérard Raiser, Amir Ramses, Guy Ratane-Dufour, Alberto Riboletta, Anne-Cécile Robert, Roberto Robertelli, Ruy Rodrigues Da Silva\*, Maria Graziella Rodriguez, Michel Rogalski, Régis Roquetanière, Alain Ruscio, Claude Sam\*, Otavio Santos, Emmanuel Saussier, Scribrouge, Youssef Seddik, Cristina Semblano, Luis Sepulveda, Marc Silberstein, Patrick Silberstein, João Silveirinho, Karim bey Smail, Claude Soufflet, Laurent Tarillon, Matthias Tavel, Paulo Telheiro, Antoine Thivel, Patrick Trannoy, Sophie Troubac, Denis Troupenat, Alain Uguen, Bernard Uguen, Rémi Uzan, Bruno Valentin, Jérôme Valluy, Jean-Robert Velveth\*, Christophe Ventura, Marie-Christine Vergiat, Michèle Vianès, Claire Villiers\*, Paul Vincent, Eugenio Raul Zaffaroni, Louis Weber, Louie Wyler, Olivia Zemor, Laure Zudas, Nadine Zuili…*

*\*Hélas décédé-es*

**Et en plus, sur notre site, des textes et graphismes d’autres auteurs :**

*Paul Alliès, René Assandri, Jean-Pierre Berlan, Jean-Marie Berniolles, Jean-Christophe Bonté, Jean-Bricmont, Etienne Chouard, Pascal Colrat, Jeremy Corbin, Marc Dolez, Jérôme Guedj, André-Jacques Holbecq, Etienne Imer, Raoul-Marc Jennar, Monica Karbowska, Jean-Jacques Lemarchand, Maurice Lemoine, Herwig Lerouge, Henri Maler, Maurice Martin, Patrick Mignard,*

*Marie-José Mondzain, Christophe Ramaux, Serge Regourd, Emir Sader, Joël Yoyotte-Landry, Philippe Zafirian, Didier Zuili …*

**Elles/ils ont participé aux cafés-débats de La Banquise :**

*Paul Alliès, Clémentine Autain, Géraldine Biaux, Hamida Bensadia, Jean-Pierre Berlan, Agnès Bertrand Jean-Christophe Bonté, Claude Boucher, Camille Cabral, Etienne Chouard, Eric Coquerel, Alexis Corbière, Michèle Dessenne, Jean-Claude Fiemeyer, Geneviève Geay, Susan George, Jean-Luc Gonneau, Jérôme Guedj, Eric Halphen, Pierre Henry, Diana Johnstone, Monika Karbowska, Olivier Keller, Suzanne Körösi, Jeannick Le Lagadec, Michel Lefebvre, Jean-Pierre Lefèvre, Henri-Georges Lefort, Laurent Levard, Pascal Lusso, Marc Mangenot, Fernanda Marruchelli, Fatiha Mlati, Temir Porras, Eduardo Olivares, Ismaël Omarjee, Ruy Rodrigues Da Silva\*, Marco Antonio Rodrigues Dias, Dominique Rousseau, ChristianeTaubira*

Bonus : Glanés dans le Journal People de Benoist Magnat

ENCORE UN SCANDALE ALIMENTAIRE !



SOUTENEZ SON REGARD



Bonus envoyé par Manuel Madeira

GILETS JAUNES ET REPUBLIQUE





Consultez notre site

[www.la-gauche-cactus.org/SPIP](http://www.la-gauche-cactus.org/SPIP)

Des textes, des idées, tous les numéros de la Banquise et de l’humour en plus !